

# 1. Quels modèles juridiques en Europe ?

# 2. Les peines encourues en France, dans le cadre de la prostitution des personnes majeures.

# 3. Paroles de travailleuses et travailleurs du sexe.



## Client

Amende de 1 500 €, pouvant aller jusqu'à 3 750€ en cas de récidive, Stage client

## Proxénétisme

Jusqu'à 7 ans d'emprisonnement, et 150 000 € d'amende.

## Gérance d'un lieu de prostitution

Jusqu'à 10 ans d'emprisonnement, et 750 000 € d'amende.

Alors, voici mon message au monde : la vie n'est pas facile, ne jugez pas les gens, imaginez ce qu'ils traversent et, au lieu de les juger, donnez-leur de l'espoir - Belle 2020

Les stigmates de la prostitution, c'est la société qui les fait porter. [...] Nous ne capturons chacun.e.s qu'une fraction incomplète de la réalité du travail sexuel, mais en prenant la parole et en la partageant avec les plus marginalisé.e.s d'entre nous, nous arrivons à peindre un tableau de plus en plus juste - Cybèle L'espérance 2018

Prenez conscience qu'elles sont extrêmement compétentes à bien des niveaux, autant sur le plan psychologique, que sur le plan social, que sur le plan technique. Et que non, mon travail, ce n'est pas uniquement de faire fantasmer les gens, c'est toutes ces compétences, c'est toutes ces qualités - Maîtresse Catin 2020

Pour en savoir plus : scannez le QR code !



## 4. Revendications du STRASS

"Nous luttons pour la reconnaissance de toute forme de travail sexuel, contre sa prohibition, car toutes les dispositions répressives qui entravent son exercice maintiennent les travailleur.se.s du sexe dans l'insécurité et le non-droit.

Le droit pénal français dispose de tous les outils nécessaires pour lutter contre la traite et l'exploitation des êtres humains. La pénalisation du proxénétisme est surabondante et ne sert qu'à stigmatiser les travailleur.se.s du sexe.

Le droit français contient les dispositions nécessaires pour garantir l'accès aux droits des travailleur.se.s du sexe. Il n'est donc pas nécessaire d'adopter des mesures spécifiques au travail sexuel pour ce faire.

L'application du droit commun permettrait le rétablissement des travailleur.se.s du sexe dans leurs droits fondamentaux.

Nous exigeons par ailleurs que les travailleur.se.s du sexe, en particulier étrangères et en situation irrégulière, soient efficacement protégées contre le travail forcé, la servitude et l'esclavage ainsi que la traite à ces fins, en application du droit commun. Les enfants doivent également être effectivement protégés contre l'exploitation sexuelle."

Retrouvez aussi le STRASS (syndicat du travail sexuel) plus en détail.

Quelques associations à travers la France créées par et pour les travailleuses et travailleurs du sexe.



Jessie Da Cunha : [jessie.da-cunha@etu.univ-tlse2.fr](mailto:jessie.da-cunha@etu.univ-tlse2.fr)  
Laly Cartier : [laly.cartier@etu.univ-tlse2.fr](mailto:laly.cartier@etu.univ-tlse2.fr)

# LE TRAVAIL SEXUEL

